

Accord de libre-échange Canada—États-Unis

● (1900)

Pour commencer, nous savons, tout comme la population canadienne, que le premier ministre (M. Mulroney), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) et le ministre des Finances (M. Wilson) sont parmi les principaux porte-parole du gouvernement qui, par le passé, ont dénoncé le principe d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Le premier ministre a déclaré, le 2 juin 1983, que le libre-échange menaçait la souveraineté canadienne et qu'il n'en serait question ni durant la campagne à la direction ni après. Il craignait donc en 1983 qu'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ne nuise à la souveraineté canadienne. L'opposition le craint aussi. Pourtant, quand nous exprimons nos craintes, on nous traite de fascistes et on nous reproche d'être étroits d'esprit et de manquer de jugement. Le premier ministre disait pourtant la même chose en 1983.

Maintenant que ce débat historique est commencé, on peut constater que le gouvernement n'a pas favorisé une discussion éclairée. Au contraire, l'Accord était à peine signé qu'il a nommé le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) pour le piloter à la Chambre des communes et dans le pays et, depuis ce temps, le ministre entretient la confusion et se garde bien d'apporter des précisions susceptibles d'éclairer le débat.

Ce n'est pas le moment de plaisanter. Ce débat est d'une grande importance pour les Canadiens et pour l'avenir de notre pays. L'enjeu en est le Canada tel que nous le connaissons et tel que nous voulons qu'il soit. En traitant cette importante question par dessous la jambe, le gouvernement fait du tort aux Canadiens. Quant à moi, je n'ai rien contre l'accroissement des échanges avec les États-Unis ou avec nos nombreux autres partenaires. Je me réjouis plutôt de toutes les initiatives susceptibles de favoriser notre commerce avec le monde entier. Cependant, il est question de bien d'autre chose que de commerce dans cet Accord.

Ce qui nous préoccupe le plus, la plupart de mes collègues et moi, ce sont les questions qui n'ont rien à voir avec le commerce. Ce qui nous inquiète, c'est que l'Accord consacre une certaine idéologie économique que notre gouvernement et le gouvernement Reagan ont épousée. Il rejette en même temps une autre conception du Canada dans laquelle le secteur public et la coopération ont un rôle à jouer aux côtés du secteur privé.

Il consacre l'économie de marché chère à Margaret Thatcher, à Ronald Reagan et aux néo-conservateurs d'en face. A voir comment le ministre a dirigé le débat jusqu'à maintenant, le gouvernement tente de tromper les Canadiens.

Comme d'autres députés, de l'opposition surtout, l'ont dit, le but ultime de cet accord était d'assurer un traitement de

faveur aux produits canadiens aux États-Unis et de nous protéger contre les droits compensateurs et les mesures antidumping de plus en plus fréquents dans ce pays. On craignait que la perte de leur position dominante dans le commerce mondial ne rende les Américains encore plus protectionnistes et on pensait que le Canada n'avait pas d'autre choix que de négocier un accord avec eux pour protéger ses exportations.

Je me souviens que le premier ministre de la Saskatchewan a déclaré à de nombreuses reprises que, si le Canada ne réussissait pas à se faire exempter des dispositions sur les droits compensateurs et les mesures antidumping, la conclusion d'un accord avec les États-Unis n'avait aucun sens. Tous ceux qui étaient en faveur de cet Accord ont parcouru le pays pour affirmer que nous avons besoin de cette protection particulière. C'était justement la raison d'être de l'Accord. Pourtant, nous n'avons pu nous assurer cette protection. Nous n'avons pu nous protéger contre les dispositions sur les droits compensateurs et les mesures antidumping. Les éleveurs de porcs de ma circonscription se heurteront encore à des droits compensateurs des États-Unis lorsqu'ils cherchent à y exporter leurs produits, et cet accord ne leur assurera pas cette protection. Les éleveurs de porcs de mon district n'auront pas un accès illimité et libre au marché américain.

M. McDermid: Pourquoi appuient-ils l'Accord, dans ce cas?

M. de Jong: Le secrétaire parlementaire, toujours si désireux de se faire entendre ici, me demande pourquoi ils appuient l'Accord. Laissez-moi lui dire que les gens de ma circonscription ne sont pas en faveur de l'Accord. De fait, plus de 65 p. 100 d'entre eux sont contre. Et je voudrais ajouter que la vaste majorité des habitants de la Saskatchewan s'y opposent aussi.

M. McDermid: Demandez à vos éleveurs de porcs.

M. de Jong: Si le député continue à poser des questions stupides, les réponses qu'il obtiendra continueront à l'embarasser. Les sondages effectués dans tout le pays, pas seulement dans Regina-Est et en Saskatchewan, montrent clairement que le public canadien ne voit pas cet Accord d'un bon oeil. L'appui diminue de plus en plus. Plus les Canadiens commencent à comprendre les conséquences de cet Accord, plus ils sont contre. Plus ils entendent les réponses du secrétaire parlementaire et du ministre du Commerce extérieur, et plus ils ont peur et insistent pour que des élections portent sur cette question, de sorte que la décision soit laissée au peuple canadien et non aux imbéciles d'en face. C'est là un sentiment qui se manifeste non seulement dans ma circonscription et dans ma province, mais dans tout le pays.